



ESTHER JEFFERS

LA MONNAIE, UN ENJEU POLITIQUE

Les Économistes atterrés publient un ouvrage court et pédagogique pour mieux comprendre la monnaie et ses enjeux. Un sujet d'apparence neutre, mais pourtant essentiel. Rencontre avec Esther Jeffers, l'une des auteurs.

Propos recueillis par Julien Collinet

La monnaie n'est-elle pas seulement un moyen d'échange ?

— C'est ce qu'on vous apprend à l'université, mais c'est une vision totalement réductrice. Avant d'être un moyen d'échange, un instrument technique, la monnaie est une institution sociale. Avant d'être un instrument économique, elle est un lien social, un signe d'appartenance (ou d'ailleurs d'exclusion) à une même collectivité.

Pourquoi affirmez-vous que la monnaie est un enjeu politique ?

— Car c'est un instrument de pouvoir, pouvoir d'inclure ou d'exclure de la sphère sociale, pouvoir d'acheter des biens dans la sphère économique, pouvoir d'embaucher des personnes, d'investir et d'acheter des équipements. Ce pouvoir pèse sur l'organisation du travail dans les entreprises, sur le rapport salarial, sur le partage de la valeur et même sur l'organisation des systèmes de retraites. La crise qui a éclaté il y a près d'une décennie a montré à quel point la monnaie a un pouvoir dans la société, notamment sur les choix qui seront faits. Notre avis est que ces choix doivent correspondre à l'intérêt général, doivent financer des projets utiles à la société, comme la transition sociale et écologique, des services publics qui doivent profiter au plus grand nombre et non servir à la spéculation et aux intérêts privés. Les citoyens ont leur mot à dire sur ces choix de société, ils doivent se réapproprier le débat. La société doit contrôler la monnaie, son émission et veiller qu'elle soit mise à bon usage.

À qui appartient-elle ?

— La monnaie est ambivalente. D'un côté c'est un bien privé, elle est émise par des banques, possédée par des puissants et plus ils en possèdent, plus ils ont du pouvoir dans les rapports sociaux. Mais de l'autre côté c'est un bien public. L'instabilité de la monnaie a des conséquences sur toute la société, les désordres monétaires sont responsables de crises récurrentes. Et c'est pour cela qu'elle doit être contrôlée. La monnaie et le crédit doivent être préservés de l'instabilité des marchés.

La monnaie nécessite donc un contrôle démocratique ? Ce n'est pas le cas aujourd'hui ?

— Aujourd'hui les activités des banques ne sont pas en lien avec le tissu social qui les entoure. Pour s'en rendre compte, il suffit de demander aux clients des banques, aux petites et

moyennes entreprises, aux collectivités locales, aux hôpitaux, aux salariés même des banques, s'ils trouvent qu'ils ont un avis à donner quant aux choix qui sont faits. Il y a d'une part les banques et puis il y a la banque des banques c'est-à-dire la BCE. La crise de la zone euro a montré combien la BCE a un pouvoir exorbitant alors même que ses dirigeants ne sont élus par personne.

Vous dites que l'euro est une monnaie incomplète et vectrice d'inégalités, pourquoi ?

— L'euro est une monnaie incomplète parce que dès le départ elle est fondée sur une architecture bancaire qui n'a pas bien résisté au premier choc important. L'euro est construit sur la base d'une conception erronée et réductrice de la monnaie, une conception mercantiliste et financière de la construction européenne. Les dimensions sociales et politiques sont absentes de cette conception. La BCE émet une monnaie unique pour tous les citoyens des pays membres mais les États ne peuvent pas bénéficier de son appui en périodes de spéculation sur les marchés contre eux.

« Les citoyens doivent contrôler la monnaie, son émission et veiller qu'elle soit mise à bon usage »

Quelles vertus peuvent avoir les monnaies citoyennes ?

— Les monnaies locales reflètent la volonté citoyenne de retisser le tissu social pour dynamiser leur territoire et donc la volonté de se réapproprier la monnaie comme lien social, comme un bien public au service de la collectivité. Le succès de telles monnaies repose avant tout sur l'engagement citoyen, mais aussi sur le soutien des collectivités locales, des commerces de proximité et des prestataires locaux. Bien sûr, cela participe à la volonté de transformer la société même si elles ne peuvent pas, à elles seules, réussir un pari aussi important. ■



La monnaie, un enjeu politique par JM. Harribey, E. Jeffers, J. Marie, D. Plihon et J.F. Ponsot pour le Collectif des Économistes atterrés, Le Seuil, 240 p., 8,30 €, 2018.